



CHAMBRE DES COMMUNES  
HOUSE OF COMMONS  
CANADA

45<sup>e</sup> LÉGISLATURE, 1<sup>re</sup> SESSION

---

# Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

TÉMOIGNAGES

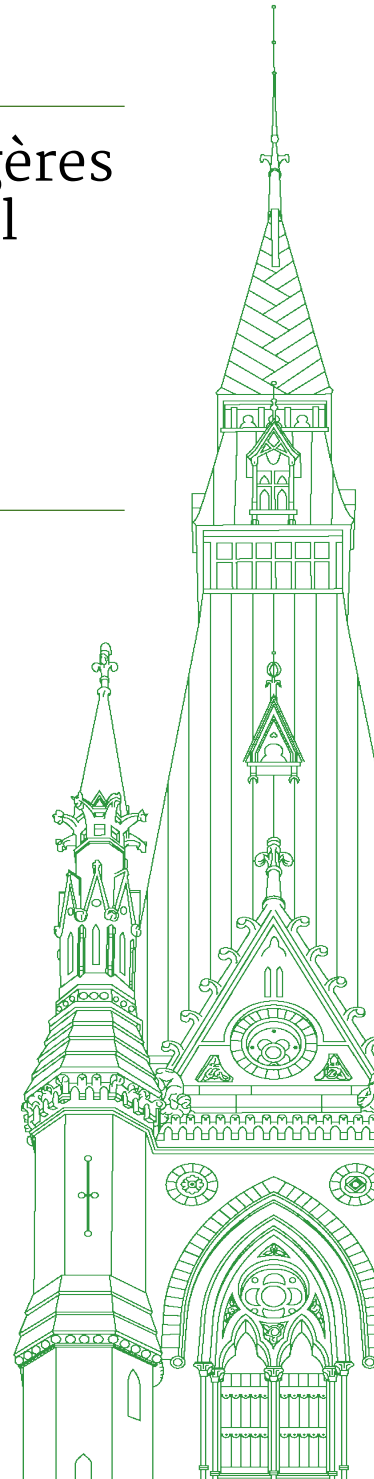
**NUMÉRO 035**

**PARTIE PUBLIQUE SEULEMENT - PUBLIC PART ONLY**

Le mardi 26 mai 2026

---

Président : Ahmed Hussien





# Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le mardi 26 mai 2026

• (1540)

[Traduction]

**Le président (L'hon. Ahmed Hussien (York-Sud—Weston—Etobicoke, Lib.)):** La séance est ouverte.

Bienvenue à la 35<sup>e</sup> réunion du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international de la Chambre des communes.

Conformément à l'article 108(2) du Règlement et à la motion adoptée par le Comité le jeudi 12 février 2026, le Comité se réunit pour poursuivre la révision de la stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique.

La réunion d'aujourd'hui se déroule sous forme hybride, conformément au Règlement. Des députés sont présents dans la salle et d'autres participent à distance à l'aide de l'application Zoom.

Je demande à tous les participants en personne de consulter les lignes directrices sur les cartes qui se trouvent sur la table. Ces mesures sont mises en place pour aider à prévenir les incidents audio et les retours de son et pour protéger la santé et la sécurité de tous les participants, y compris les interprètes. Vous remarquerez un code QR sur la carte, qui renvoie à une courte vidéo de sensibilisation.

Veuillez attendre que je vous nomme avant de prendre la parole.

Pour ceux qui participent par vidéoconférence, veuillez cliquer sur l'icône du microphone pour activer votre micro, et vous mettre en sourdine lorsque vous ne parlez pas.

J'aimerais maintenant souhaiter la bienvenue à nos témoins pour la première heure.

Nous accueillons M. Scott Simon, professeur titulaire à l'École d'études sociologiques et anthropologiques, à la Faculté des sciences sociales de l'Université d'Ottawa. Nous recevons aussi M. Jonathan Berkshire Miller, agrégé supérieur à l'Institut Macdonald-Laurier. Enfin, nous accueillons Mme Vina Nadjibulla, vice-présidente, Recherche et stratégie, à la Fondation Asie Pacifique du Canada.

Vous disposerez d'un maximum de cinq minutes pour faire votre déclaration préliminaire, après quoi nous passerons aux questions des députés.

J'invite maintenant M. Simon à prendre la parole cinq minutes, tout au plus. Bienvenue.

[Français]

**Scott Simon (professeur titulaire, École d'études sociologiques et anthropologiques, Faculté des sciences sociales, Université d'Ottawa, à titre personnel):** Merci, monsieur le président et membres du Comité.

[Traduction]

Je suis reconnaissant de pouvoir être ici aujourd'hui.

Le contexte géopolitique a radicalement changé depuis l'élaboration de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, ou SIP, mais des réalités fondamentales subsistent, notamment les défis liés à la Chine, comme en témoignent ses actions d'agression externe et son oppression interne des minorités.

Le Japon, partenaire étroit du Canada, identifie très clairement la source des menaces, comme le montre son rapport annuel sur la défense. La stratégie du Canada accorde la priorité au Japon. En mars, nos premiers ministres ont annoncé un Partenariat stratégique global. Par conséquent, le Canada a participé à l'exercice maritime BALIKATAN ce printemps, aux côtés du Japon, des Philippines et d'autres partenaires. Ce n'est pas sans rapport avec Taïwan, qui se trouve à 111 kilomètres de l'île japonaise de Yonaguni.

La SIP promettait d'« accroître ses liens [...] avec Taïwan tout en soutenant sa résilience. » En tant que fournisseur de semiconducteurs de pointe, Taïwan est essentielle à notre sécurité économique, et contribue à des industries comme l'intelligence artificielle à Vancouver et l'automobile en Ontario. Le Canada et Taïwan ont signé un Accord sur les investissements étrangers en 2023, et un accord commercial bilatéral attend la signature finale.

Depuis 2022, la Chine a mené six exercices militaires à grande échelle autour de Taïwan, y compris des tirs de missiles dans la zone économique exclusive, ou ZEE, du Japon. L'armée chinoise a franchi à maintes reprises la ligne médiane entre la Chine et Taïwan. La Chine a également intensifié ses incursions dans les eaux et l'espace aérien japonais. La Chine mène une campagne mondiale accusant le Japon de ressusciter le néo-militarisme et de menacer la sécurité régionale.

Cette année, la Chine a imposé de nouvelles sanctions au Japon, notamment des contrôles à l'exportation sur les minéraux des terres rares. Elle a sanctionné Keiji Furuya, le président d'un groupe d'amitié parlementaire, pour s'être rendu à Taïwan. Le mois dernier, la Chine a dénoncé le Japon devant le Conseil de sécurité des Nations unies pour un transit dans le détroit de Taïwan.

La Chine rejette les appels internationaux à la paix et menace les pays qui apportent ne serait-ce qu'un soutien moral à la Taïwan démocratique. La Chine fait pression sur le Canada. Le mois dernier, l'ambassadeur Wang Di a averti que notre partenariat stratégique serait compromis si le Canada continuait à envoyer des navires de guerre dans le détroit de Taïwan et des parlementaires à Taïwan. La Chine veut que le Canada considère Taïwan comme une ligne rouge à ne jamais franchir, mais si nous nous plions à cette nouvelle exigence, nous nous écarterions de notre propre politique, qui reconnaît la revendication de la Chine depuis 1970 sans ni l'approuver ni la contester. Se plier à cette exigence rendrait le Canada complice de la répression de Taïwan.

Le détroit de Taïwan, qui fait 126 kilomètres de large à son point le plus étroit, est une voie navigable internationale. Les navires de guerre canadiens l'ont traversé à 11 reprises depuis 2018. Pour mettre les choses en perspective, les navires de guerre chinois passent régulièrement par le détroit de Tsugaru, d'une largeur de 20 kilomètres à son point le plus étroit, entre Hokkaido et Honshu.

Les visites parlementaires du Canada à Taïwan ont commencé en 1974, et un groupe d'amitié a été créé en 1982. Comme les législateurs représentent leurs électeurs, les visites parlementaires constituent des liens interpersonnels qui ne cautionnent ni ne contestent les revendications de la Chine.

La Chine n'est pas une économie de marché, et ses politiques et pratiques non conformes aux principes du marché sapent les fondements d'un système mondial de libre-échange. La stratégie de la Chine consiste à inonder les marchés mondiaux de produits bon marché, grâce à de lourdes subventions, et à dominer des secteurs industriels stratégiques. Nous devons protéger nos industries et les emplois des Canadiens si nous voulons prospérer pour le reste du siècle.

La présence du Canada dans la région indo-pacifique exige un réalisme pragmatique et une vision claire permettant de distinguer les États qui défendent notre liberté, notre prospérité et nos valeurs communes de ceux qui menacent notre sécurité collective. Nous devons choisir entre un Pacifique libre et ouvert, d'une part, et la coercition exercée par les grandes puissances, d'autre part.

J'ai quatre suggestions à présenter aujourd'hui.

Premièrement, le Canada devrait soutenir publiquement le Japon, en ripostant aux accusations infondées de la Chine tout en faisant face aux sanctions par le renforcement des chaînes d'approvisionnement.

Deuxièmement, le Canada devrait poursuivre et renforcer sa collaboration avec le Japon en matière de défense et de sécurité, en informant sa propre population de son importance pour le Canada.

Troisièmement, le Canada devrait renforcer son engagement à soutenir la résilience de Taïwan. Nous devons poursuivre à la fois les transits dans le détroit de Taïwan et la diplomatie interparlementaire. Nous ne devrions pas retarder la finalisation de l'accord-cadre de coopération commerciale bilatérale.

Enfin, le quatrième point est que le Canada devrait travailler avec ses alliés et ses amis pour contrer les politiques et pratiques non conformes aux principes du marché de la Chine et éviter de devenir un facilitateur économique pour la Chine, même s'il poursuit ses propres intérêts en matière d'exportation.

Je vous remercie de votre attention.

• (1545)

**Le président:** J'invite maintenant M. Berkshire Miller à faire une déclaration préliminaire.

**Jonathan Berkshire Miller (agrégé supérieur, Institut Macdonald-Laurier, à titre personnel):** Je remercie le président et les membres du Comité de me donner l'occasion de vous parler aujourd'hui.

La Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, ou SIP, était, lors de son lancement en 2022, une étape nécessaire et attendue depuis longtemps pour harmoniser la politique étrangère canadienne avec la région la plus déterminante du monde. La tâche consiste maintenant non pas à réécrire la SIP, mais à la moderniser, en s'appuyant sur ses forces tout en l'adaptant à un environnement stratégique plus complexe et interconnecté.

Un domaine à préciser concerne la façon dont la stratégie définit cet environnement. La SIP a été conçue à une époque où il était encore possible, du moins sur le plan conceptuel, de considérer les régions et les domaines de politique comme plus distincts qu'ils ne sont aujourd'hui. Ce n'est plus le cas. Sur le plan géographique, les menaces auxquelles le Canada fait face sont de plus en plus interconnectées dans les régions transatlantiques, de l'Indo-Pacifique et de l'Arctique.

La guerre menée par la Russie en Ukraine ne se limite pas à l'Europe; elle est alimentée par le soutien économique chinois et le matériel nord-coréen, tandis que Moscou continue de projeter sa puissance dans le Pacifique et l'Arctique. La Chine, quant à elle, se déclare désormais « État quasi arctique » et investit dans les infrastructures, la recherche et les capacités à double usage qui ont des répercussions directes sur la sécurité du Nord canadien. Entretemps, des partenaires indo-pacifiques comme le Japon et la Corée du Sud participent plus que jamais aux discussions de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, ou OTAN. Il ne s'agit pas de théâtres d'opérations distincts, mais d'éléments d'un système stratégique unique et évolutif.

Le Canada occupe une position unique à l'intersection de ces espaces. Mais cette position exige une approche plus intégrée. La SIP et sa mise à jour devraient établir plus explicitement des liens entre la mobilisation du Canada pour l'Indo-Pacifique et ses stratégies transatlantiques et arctiques, en veillant à ce que les politiques, la planification et l'affectation des ressources reflètent la réalité de ces liens.

Il est tout aussi important d'aller au-delà de la distinction de longue date, et de plus en plus dépassée, entre la politique économique et la politique de sécurité. La politique canadienne a trop longtemps reposé sur l'hypothèse que le commerce, l'investissement et l'engagement économique peuvent être poursuivis en grande partie indépendamment des considérations de sécurité nationale. Cette hypothèse n'est plus valable.

Les relations économiques constituent désormais un vecteur principal de la concurrence stratégique. Les chaînes d'approvisionnement peuvent être exploitées à des fins de coercition. Les mouvements d'investissement peuvent créer des dépendances ayant des répercussions sur le plan de la sécurité. Les technologies critiques, qu'il s'agisse de télécommunications, d'intelligence artificielle ou de minéraux critiques, se situent à la croisée des possibilités économiques et des risques pour la sécurité nationale. L'idée selon laquelle le Canada peut se mobiliser sur le plan économique sans tenir compte de cette dynamique n'est pas simplement dépassée; elle est stratégiquement déraisonnable.

Une SIP actualisée devrait rejeter explicitement cette fausse dichotomie. La politique économique doit être comprise comme une politique de sécurité. Cela ne signifie pas un désengagement, cela signifie de la discipline. Cela signifie veiller à ce que les stratégies de diversification renforcent la résilience plutôt que de simplement déplacer l'exposition. Cela signifie harmoniser le contrôle des investissements, les contrôles à l'exportation et la politique industrielle avec des partenaires de confiance. Cela signifie également avoir une vision lucide des risques inhérents à une intégration économique plus profonde avec des acteurs dont les intérêts stratégiques peuvent diverger des nôtres.

Dans ce contexte plus large, la SIP bénéficierait également d'une plus grande clarté dans son approche à l'égard de la Chine. La stratégie a, à juste titre, adopté un cadre équilibré, reconnaissant la Chine comme un acteur perturbateur, mais aussi comme un acteur avec lequel nous devons dialoguer et coopérer de façon limitée.

Les actions de la Chine, qu'il s'agisse de comportement coercitif dans les domaines maritimes, comme l'a mentionné M. Simon, de représailles économiques ou de pression militaire croissante dans le détroit de Taïwan, sont devenues des caractéristiques déterminantes du paysage régional. Le Canada devrait réagir en adoptant une position stable, prévisible et fondée sur des principes: rivaliser lorsque nécessaire, coopérer lorsque possible et défendre ses intérêts sans hésitation.

C'est particulièrement important dans le contexte de Taïwan. La position de longue date du Canada en faveur de la paix et de la stabilité dans l'ensemble du détroit de Taïwan est solide, mais trop souvent mise en œuvre avec une prudence excessive. Il subsiste une tendance à l'autocensure dans les échanges avec Taïwan, dans le but d'anticiper des réactions négatives de Beijing. Avec le temps, cela risque de créer un modèle de concessions progressives qui n'est ni requis par la politique ni conforme aux intérêts du Canada.

En terminant, je vais formuler quelques recommandations.

Le Canada devrait renforcer la continuité de la SIP dans l'ensemble des cycles politiques, au moyen de mécanismes officiels qui signalent une mobilisation à long terme. De plus, le Canada devrait continuer de concentrer ses contributions en matière de sécurité sur des domaines où il possède un avantage comparatif, notamment la connaissance du domaine maritime, les capacités cybernétiques et la formation spécialisée.

• (1550)

Il y a aussi la diversification économique, qui est importante. Les efforts devraient être approfondis en mettant l'accent sur la résilience et les intérêts communs, en veillant à ce que les nouveaux partenariats soient structurés en tenant compte des considérations de sécurité.

En conclusion, la SIP demeure une base solide pour la mobilisation du Canada dans la région de l'Indo-Pacifique. La prochaine phase consiste à peaufiner et à mettre en œuvre la stratégie, en veillant à ce qu'elle reflète la nature interconnectée des menaces d'aujourd'hui, l'indissociabilité des politiques économiques et de sécurité, et la nécessité d'une exécution cohérente.

Merci.

**Le président:** Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à Mme Nadjibulla.

**Vina Nadjibulla (vice-présidente, Recherche et stratégie, Fondation Asie Pacifique du Canada):** Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du Comité, je vous remercie de m'avoir invitée à comparaître devant vous aujourd'hui.

J'ai soumis une déclaration écrite plus longue comportant 13 recommandations; je profiterai donc de mon allocution d'ouverture pour aborder cinq grands points.

Premièrement, dans l'ensemble, la Stratégie pour l'Indo-Pacifique a permis de réaliser de réels progrès. Le Canada est plus présent, plus visible et mieux intégré aux réseaux régionaux qu'il ne l'a jamais été de mémoire récente, mais la présence est un moyen, et non une fin. Le défi consiste désormais à déterminer si le Canada peut transformer sa présence accrue dans la région en gains concrets de prospérité, de sécurité et d'influence du pays.

Deuxièmement, la stratégie a eu un impact réel, mais le monde a considérablement changé depuis son lancement. Le gouvernement devrait donc passer rapidement à une phase deux de la SIP, qui devrait être une évolution, non une réinvention. Nous ne devrions pas repartir de zéro, mais la prochaine phase de la stratégie devrait être révisée pour qu'elle ait moins de priorités, que des ressources supplémentaires soient dédiées et qu'elle vise des résultats plus clairs et mesurables.

La résilience économique devrait en être le principe directeur. La diversification, en particulier, ne devrait pas se limiter à une augmentation des échanges commerciaux ou des exportations. Elle devrait signifier un ancrage plus profond et plus résilient du Canada dans les chaînes d'approvisionnement critiques, telles que celles liées à l'énergie, aux minéraux essentiels, aux technologies propres, à l'IA et à la technologie quantique.

Troisièmement, les chapitres consacrés à la Chine et à Taïwan doivent être mis à jour. On en a déjà beaucoup parlé, mais permettez-moi de noter que la SIP identifiait la Chine comme une puissance mondiale de plus en plus perturbatrice, et cette évaluation reste valable aujourd'hui. Si ce diagnostic demeure pertinent, l'approche du Canada en matière de gestion des relations avec la Chine doit évoluer pour refléter les changements plus larges de l'ordre mondial ainsi que la priorité accordée à l'indépendance et à la marge de manœuvre.

Le réajustement de la politique gouvernementale vers un engagement sélectif avec la Chine est nécessaire, mais ne doit pas se transformer en une complaisance silencieuse. Il ne doit pas mener à un assentiment politique, une autocensure ou un affaiblissement des valeurs, des règles et des lois du Canada. La mesure doit être fondée sur les intérêts, une discipline et un encadrement clairs. Ces garde-fous doivent être précis et aborder des questions telles que l'ingérence étrangère, la répression transnationale, le travail forcé, les cybermenaces, le contrôle des investissements, la sécurité de la recherche, les technologies sensibles, les infrastructures critiques, la gouvernance des données et l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement. Nous avons besoin de garde-fous aussi détaillés et précis.

La relation de fond du Canada avec Taïwan ne devrait pas être affaiblie ni traitée comme une monnaie d'échange dans le cadre de notre réajustement avec la Chine. La politique canadienne d'une seule Chine laisse amplement de place à un engagement pratique avec Taïwan, et cet espace devrait être utilisé avec confiance. Le Canada devrait aller de l'avant avec une coopération pratique, notamment en signant l'accord sur la facilitation des échanges négocié depuis longtemps, et poursuivre le transit commercial de Taïwan avec ses alliés et partenaires dans le cadre de son engagement plus large à l'égard du droit international, de la liberté de navigation et de la stabilité régionale. Nous devrions rendre ces transits publics.

Quatrièmement, la prochaine phase de la stratégie nécessite un langage beaucoup plus ferme concernant les programmes en matière d'énergie, de technologie et de services. Le Canada peut jouer un rôle plus important dans la région indo-pacifique s'il est perçu comme un fournisseur fiable d'énergie à la fois conventionnelle et propre. Le gaz naturel liquéfié, ou GNL, le gaz propane liquéfié, ou GPL, l'uranium et les minéraux critiques devraient tous être traités non seulement comme des occasions commerciales, mais aussi comme des atouts stratégiques. La sécurité énergétique peut servir de levier à l'influence et la pertinence du Canada dans la région.

La stratégie devrait également donner la priorité au commerce et aux services numériques, ainsi qu'aux partenariats universitaires et à ceux entourant la recherche et la technologie. Le discours économique du Canada sur l'Indo-Pacifique reste trop centré sur les exportations de biens. Bien que celles-ci soient essentielles, bon nombre des occasions de croissance fulgurante se trouvent dans les services, les infrastructures numériques, l'IA, la technologie quantique, l'éducation, les partenariats de recherche et la mobilité des talents. Les universités et les collèges canadiens constituent des atouts stratégiques dans la région et devraient être traités comme tels.

Cinquièmement, la SIP doit s'inscrire dans le cadre plus large de la stratégie entourant la politique étrangère du Canada, la sécurité nationale et la résilience économique intérieure du pays. Les stratégies régionales et thématiques du Canada ne peuvent exister en vase clos. La SIP, le Cadre stratégique pour l'Arctique, la stratégie pour l'Afrique et les diverses politiques de développement doivent tous viser un objectif commun.

Enfin, la mise en œuvre doit être évaluée en fonction des résultats, et non des activités. Les réunions, les missions et les annonces n'ont d'importance que si elles produisent des résultats. Le gouvernement devrait publier un tableau de bord annuel de la SIP qui mesure l'accès aux marchés obtenu, les investissements attirés, les chaînes d'approvisionnement renforcées, les capacités de sécurité mises en place, les partenariats institutionnalisés et les barrières réglementaires supprimées.

• (1555)

En conclusion, monsieur le président, la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique a aidé le Canada à prendre sa place dans la région. La prochaine étape doit faire en sorte que le Canada compte, et qu'il devienne un partenaire pertinent, efficace et conséquent dans la région qui façonnera la prospérité, la sécurité et la souveraineté du Canada pour les décennies à venir.

Merci.

**Le président:** Merci beaucoup de votre déclaration.

Nous allons maintenant passer aux questions des députés.

Nous allons commencer par M. Michael Chong, pour six minutes.

**L'hon. Michael Chong (Wellington—Halton Hills-Nord, PCC):** Je remercie nos témoins de comparaître aujourd'hui.

J'ai pris note de toutes vos remarques liminaires concernant le fait que le Japon a été privilégié dans la Stratégie pour l'Indo-pacifique, la nécessité d'une plus grande interconnectivité entre les différents piliers de cette stratégie, et la nécessité d'éviter toute complaisance silencieuse et d'articuler au contraire avec force ce que nous défendons en tant que pays.

Je souhaite mettre l'accent sur l'importance de la paix et de la sécurité dans la région en tant que fondement du commerce et de l'investissement. Le gouvernement du Canada a beaucoup parlé de la nécessité de diversifier le commerce et l'investissement dans la région. Il serait intéressant d'entendre vos points de vue sur l'importance de maintenir la paix et la stabilité dans la région et de veiller à ce que la République populaire de Chine ne prenne pas de mesures unilatérales, sous quelque forme que ce soit, à l'encontre de Taïwan.

Allez-y, madame Nadjibulla.

**Vina Nadjibulla:** Je me ferai un plaisir de commencer. Merci.

Il est absolument essentiel que le Canada soit perçu comme un intervenant dans la stabilité de la région et pas seulement comme un acteur lointain qui s'intéresse au commerce et à l'exportation de marchandises. À l'heure actuelle, surtout compte tenu des questions concernant la présence continue des États-Unis dans la région, il est encore plus important pour le Canada, ainsi que pour le Japon, l'Australie et de nombreux pays de l'Asie du Sud-Est comme la Corée du Sud, d'en faire plus ensemble.

Le Canada, bien sûr, ne peut pas être le principal fournisseur de matériel et de beaucoup de ressources, mais il peut être un fournisseur très important de technologies de créneau, surtout lorsqu'il s'agit de choses comme la connaissance du domaine maritime. Par exemple, notre programme de détection des navires sombres, qui a été salué très favorablement, est quelque chose que nous apportons dans la région. Il faut que cela continue.

En plus de fournir ces technologies de créneau, le Canada peut également être un acteur important dans la diplomatie de défense, en défendant fermement les principes qui nous tiennent à cœur en matière de liberté de navigation et en dénonçant les actions qui violent les droits de nos partenaires et alliés dans la région.

Je répondrais qu'il n'y a aucun moyen pour nous de participer sur le plan économique sans être également considérés comme des intervenants dans la stabilité de la région.

• (1600)

**L'hon. Michael Chong:** Diriez-vous que votre recommandation selon laquelle le Canada ne devrait pas s'engager dans des accommodements discrets se reflète dans les actions de chefs de gouvernement comme ceux du Japon et des Philippines?

Je signale qu'en novembre, la première ministre Takaichi du Japon a dit très clairement que si la République populaire de Chine prenait des mesures unilatérales contre Taïwan, comme un blocus naval ou une action militaire, cela pourrait constituer une « situation menaçante pour la survie » et une crise existentielle pour le Japon. Ce qu'elle disait essentiellement, c'est qu'en vertu de la loi japonaise, l'armée japonaise serait mise à contribution pour répondre à la menace de la RPC contre Taïwan.

La semaine dernière, le président des Philippines a tenu des propos semblables.

Voyez-vous cela comme une démonstration ou un exemple d'affirmation claire de la position d'un pays dans la région indo-pacifique pour assurer la paix et la stabilité dans la région et faire comprendre clairement à la République populaire de Chine le coût élevé de toute action unilatérale?

**Vina Nadjibulla:** Je vais commencer, mais j'invite mes collègues à répondre également.

La première ministre du Japon et le président des Philippines énoncent tous deux des faits, monsieur le président. Ils observent essentiellement ce qui se passe dans la région, et ils dénoncent ces développements.

Il se trouve que la République populaire de Chine considère qu'il s'agit d'une escalade, et il y a de la coercition en réponse à cela.

Face à ce genre de coercition et d'intimidation, nous avons deux choix. Nous pouvons reculer, ou nous pouvons continuer à dire la vérité et à nous mobiliser. L'auditoire national est important ici. J'étais aux Philippines au moment où le président Marcos a fait ce commentaire, qui s'adresse encore plus à l'auditoire national qu'à l'auditoire international. Il s'agit de reconnaître l'environnement réel de la menace et ce qui est en jeu, et de veiller à ce que la population ne soit pas naïve au sujet de l'environnement de sécurité.

**L'hon. Michael Chong:** Je vais reformuler la question.

Croyez-vous, paradoxalement, que les commentaires publics — plutôt que des accommodements silencieux — faits par la première ministre du Japon et le président des Philippines augmentent en fait les chances de paix et de stabilité à long terme dans la région? Dans votre recommandation, vous semblez suggérer qu'il n'y ait pas d'accommodements silencieux.

**Vina Nadjibulla:** Je pense qu'il y a un équilibre pour les deux. Il y a de la place pour la diplomatie et il faut s'assurer qu'il y a des canaux de communication et bâtir le plus de confiance possible. Il est certain que le Japon, les Philippines et d'autres pays, qui sont beaucoup plus proches de la Chine, ont passé des décennies à élaborer ces mécanismes. Parfois, les dirigeants élus démocratiquement ont aussi un rôle important à jouer pour parler honnêtement dans leur propre parlement avec leur propre population. Les deux doivent se produire. Parfois, cela crée des frictions, et nous devons les gérer.

Il y a une distinction à faire entre faire des déclarations qui peuvent être considérées comme une escalade — par exemple, des personnes très en vue qui visitent Taïwan — et faire au sein de

votre propre parlement ou à votre propre population des déclarations qui sont simplement factuelles. Il ne faut pas les voir de la même façon. Il y a un équilibre entre la diplomatie du mégaphone et l'établissement de la confiance.

**Jonathan Berkshire Miller:** Puis-je répondre à cette question?

**L'hon. Michael Chong:** Oui.

**Jonathan Berkshire Miller:** Très rapidement, je suis d'accord avec tout ce que Mme Nadjibulla a dit, mais je dirais que la Chine en particulier a profité de l'occasion offerte par les commentaires de la première ministre Takaichi. Il ne s'agissait pas d'un changement de politique de la part du Japon. Le commentaire qui a été fait ne visait pas à intervenir dans une situation d'urgence à Taïwan, à intervenir potentiellement auprès de la République populaire de Chine, mais plutôt à protéger son alliance et sa structure d'alliance avec les États-Unis. Dans les lois japonaises, le Japon doit protéger son alliance. C'est ce qu'on appelle la légitime défense collective. La Chine le sait très bien et a profité de ces commentaires pour arriver à ses propres fins.

Pour ce qui est de votre première question, sur la paix et la sécurité, je pense que c'est une condition préalable. Pensez à une partie de poker et à votre mise: vous devez parler de paix et de sécurité dans cette partie du monde. C'est pourquoi j'ai mentionné dans ma déclaration préliminaire qu'on ne peut pas s'en dissocier. Il ne s'agit pas de tout sécuriser, mais on ne peut plus se rendre à Séoul, à Hanoï, à Tokyo, à Taipei ou ailleurs pour parler d'économie. La sécurité, c'est la base. Il s'agit d'une compréhension de base. Il en est ainsi depuis un certain temps. Si nous nous attendons à des retombées économiques et commerciales, je pense que nous devons être là pour la sécurité nationale. Nous n'avons pas une armée de la même taille que celle des États-Unis, mais il y a d'autres façons de s'y prendre.

**Le président:** Merci.

Nous passons maintenant à M. Oliphant.

• (1605)

**L'hon. Robert Oliphant (Don Valley-Ouest, Lib.):** Combien de temps a duré la dernière série de questions?

**Le président:** Nous avons dépassé le temps imparti de 50 secondes.

**L'hon. Robert Oliphant:** D'accord. Je pensais que c'était environ une minute.

**Le président:** Il était en avance sur l'horaire.

**L'hon. Robert Oliphant:** Je veux m'assurer que nous partageons cette minute.

J'ai besoin d'une heure à moi.

**Des voix:** Ha, ha!

**L'hon. Robert Oliphant:** Je veux décortiquer le langage codé que vous avez tous les trois utilisé. C'était un langage gardé et codé. Vous avez tous parlé de changements géopolitiques et d'un nouvel environnement. De quoi parlez-vous au juste? Je vous invite tous les trois à nommer les changements que vous constatez depuis le lancement de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique. Nommez des noms, si vous en avez besoin.

**Jonathan Berkshire Miller:** Je peux répondre en premier.

Le premier et le plus important, c'est le révisionnisme de la Russie et sa guerre en Ukraine. Bien sûr, la guerre a commencé avant le lancement de la Stratégie du Canada pour l'Indo-Pacifique, mais nous avons constaté une intensification de ce conflit. Nous avons constaté un approfondissement des relations entre la Russie et la République populaire de Chine, non seulement parce que la Chine soutient l'invasion russe en Ukraine, mais aussi en raison des exercices conjoints du côté du Pacifique. C'est un côté de la médaille. Il s'agit simplement de la détérioration de l'environnement de sécurité dans la zone transatlantique et de ses répercussions sur les partenaires indo-pacifiques.

Deuxièmement, lorsque nous parlons de l'Asie, il semble que nous ne parlions que de la Chine, mais il y a aussi d'autres acteurs perturbateurs. Il y a la Corée du Nord, que j'ai mentionnée dans ma déclaration préliminaire. Nous constatons une plus grande convergence entre la Russie, la Chine et la Corée du Nord. Nous voyons un signe très troublant dans la relation entre la Russie, qui est toujours un État du Pacifique, et la Corée du Nord. Nous voyons de multiples vecteurs d'un environnement de sécurité difficile. Même s'il n'y a peut-être pas de grand conflit dans la région indo-pacifique à l'heure actuelle, les tensions sont assez importantes dans l'ensemble du spectre.

**Scott Simon:** Je suis d'accord, mais j'aimerais ajouter quelques points.

Plusieurs choses se sont passées depuis 2022. La première, et la plus évidente, c'est l'invasion russe de l'Ukraine. La deuxième est la situation depuis le 7 octobre et le conflit entre Israël et la Palestine. Ensuite, il y a la question de l'Iran et du détroit d'Ormuz, qui nous montre le danger d'un conflit dans un cours d'eau aussi important. La situation dans le détroit de Taïwan serait beaucoup plus grave, et c'est pourquoi il est existentiel pour le Canada que la paix et la sécurité soient préservées dans cette région.

Enfin, bien sûr, il y a l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis. Certaines des choses qu'il a faites — par exemple, concernant l'Ukraine — sont préoccupantes. Il y a beaucoup de problèmes de confiance avec Donald Trump, et je pense que ce sera un problème jusqu'aux prochaines élections. Cela dit, les gens au pouvoir en Russie et en Chine seront là beaucoup plus longtemps.

**L'hon. Robert Oliphant:** Pendant ce temps, ils menacent notre souveraineté, notre prospérité et notre résilience.

**Scott Simon:** Absolument.

**L'hon. Robert Oliphant:** C'est ce dont je pensais que vous parliez, mais...

**Scott Simon:** C'est ce dont je parlais, oui.

**L'hon. Robert Oliphant:** Vina Nadjibulla, la parole est à vous.

**Vina Nadjibulla:** Merci.

Pour moi, il s'agit fondamentalement des changements qui se sont produits aux États-Unis — l'élection du président Trump et le changement fondamental dans la façon dont les États-Unis exercent leur pouvoir et dans leurs relations avec leurs alliés. De toute évidence, il y a un changement dans la relation entre le Canada et les États-Unis, ce qui nécessite une nouvelle approche en matière de politique étrangère de la part du Canada, et un changement dans les alliances de façon plus générale.

Nous le constatons beaucoup plus immédiatement en Europe, mais ce changement s'en vient également dans la région indo-pacifique. Il y a un manque de dépendance à l'égard de la structure de

l'alliance américaine à l'échelle mondiale, y compris dans la région indo-pacifique. La façon dont le Canada doit maintenant exercer sa propre politique étrangère, du point de vue de l'obtention d'une autonomie stratégique, de la diversification et de la réduction de sa dépendance excessive, nécessite un nouvel examen de la position de la Stratégie pour l'Indo-Pacifique.

Cette stratégie a été lancée à l'époque de l'administration Biden, lorsque la structure de l'alliance était à son plus fort depuis de nombreuses années. Nous n'en sommes plus là.

**L'hon. Robert Oliphant:** Notre comité vient d'aller à Washington. Nous étions là lorsque le président Trump s'est rendu en Chine.

Comment interprétez-vous cette relation? Elle est remplie de discours hostiles, mais nous voyons en pratique quelque chose de très différent de la rhétorique hostile. Je me demande ce que vous en pensez.

Nous allons commencer par Mme Nadjibulla et procéder dans l'ordre inverse.

**Vina Nadjibulla:** Le résultat le plus important de ce sommet a été la nouvelle conception de la relation entre les États-Unis et la Chine comme une stabilité stratégique constructive. La Chine aimerait en faire un changement stratégique à long terme, qui établit essentiellement une relation de pairs à ses conditions. Il y a beaucoup de gens au sein de l'administration américaine qui espèrent que ce sera un moment tactique. Mis à part le président Trump, parce qu'il est difficile d'interpréter et de comprendre ce qu'il pourrait en penser, de nombreux membres de l'administration considèrent qu'il s'agit d'un moment de stabilité tactique, que les deux parties utiliseront pour renforcer leurs propres positions, être plus autonomes et réduire les risques. Pour le reste d'entre nous, cela signifie que c'est aussi un moment où nous devons nous concentrer sur notre propre résilience et notre propre force.

La relation sera probablement plus stable dans un avenir prévisible, mais ne confondons pas cela avec la résolution des problèmes structurels. Ce n'est pas le cas.

● (1610)

**Scott Simon:** Je peux ajouter quelque chose.

Il y a lieu de s'inquiéter de certains des commentaires que Trump a faits au sujet de Taïwan — au sujet du report de la vente d'armes à Taïwan et du fait que les six assurances de Reagan de 1982 datent d'« il y a longtemps ». Il y a des raisons de croire qu'on ne peut pas faire confiance à Trump dans ce dossier. Nous devons en être conscients.

C'est pourquoi nous avons besoin de plus de la part du Canada.

**Jonathan Berkshire Miller:** Je suis d'accord pour dire que cette structure du G2 est un cauchemar pour de nombreux pays qui sont des alliés des États-Unis dans la région — que les États-Unis acquiesceraient à la mise en place d'un G2 avec deux grandes puissances, les États-Unis et la Chine. De toute évidence, c'est l'impression qui est ressortie de ce sommet.

Le bon côté de cela — et une mise en garde pour ceux qui sont plus préoccupés à ce sujet —, c'est qu'il y a de multiples acteurs aux États-Unis, comme le Congrès, le Sénat et différents acteurs politiques. Je ne suis pas convaincu que certaines des transactions qui semblent avoir été faites à ce sommet dureront longtemps. Je pense que Washington est très sceptique à l'égard de la Chine.

Si vous voulez un exemple de cela, l'opération de liberté de navigation qui vient de se dérouler dans la mer de Chine méridionale a eu lieu quelques semaines après le sommet en Chine. Il y a des exemples qui montrent que les États-Unis n'abandonneront pas toutes leurs activités visant à dissuader l'aventurisme chinois dans la région. Je pense que cela va continuer.

**L'hon. Robert Oliphant:** Merci, monsieur le président.

**Le président:** Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Brunelle-Duceppe, pour six minutes.

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ):** Merci, monsieur le président.

Je pense que les trois témoins nous ont dit à quel point, lorsqu'on élabore une stratégie indo-pacifique, il était important d'avoir la sécurité en tête.

Monsieur Miller, je pense qu'une de vos recommandations, qui était d'ailleurs une des plus importantes, était que, lorsqu'on fait du commerce international, il faut garder la sécurité nationale en tête. C'est ce que vous disiez.

Il y a eu une entente pour l'achat de 49 000 véhicules électriques chinois en échange d'une baisse des droits de douane sur le canola. Je vais vous citer quelques pays qui ont agi sur les véhicules chinois.

En Israël, le ministère de la Défense a suspendu l'utilisation des véhicules électriques chinois pour ses hauts responsables. En plus, ce pays interdit à ces véhicules d'accéder aux bases militaires et aux installations confidentielles, de crainte que les caméras et la télémetrie transmettent des données stratégiques à Pékin.

En Pologne, les autorités polonaises ont également mis en place des restrictions interdisant l'accès des voitures électriques chinoises aux sites militaires et aux infrastructures critiques, en raison des vulnérabilités liées à la surveillance.

Au Royaume-Uni, des agences qui travaillent dans le milieu de la défense, des agences de sécurité, ont demandé à leur personnel de ne pas stationner ces véhicules près des sites sensibles.

Là, plusieurs experts en cybersécurité disent qu'avec cet accord, le Canada a privilégié les intérêts commerciaux au détriment de la sécurité nationale.

Est-ce que ce ne serait pas super inquiétant? Est-ce qu'il n'y aurait pas lieu, justement, de revoir ce genre d'action de la part du gouvernement lorsqu'il s'entend avec le Parti communiste chinois?

Ma question est pour vous, monsieur Miller, mais j'aimerais aussi entendre les commentaires des deux autres témoins sur cette question.

[Traduction]

**Jonathan Berkshire Miller:** Merci. C'est une excellente question. Permettez-moi d'essayer d'être très bref.

Sur le plan technique, c'est quelque chose que nous devrions examiner de très près. C'est quelque chose qui me préoccupe beaucoup — la possibilité que ces véhicules contiennent des éléments qui pourraient être utilisés à des fins d'espionnage et à d'autres fins.

Il y a toutefois un autre élément à prendre en compte, à savoir le plan pour la période postérieure aux 47 000 voitures. L'idée que nous devions faire une transaction pour obtenir autre chose sans plan à long terme pour l'avenir — par exemple, en ce qui concerne les futures importations potentielles de véhicules électriques chinois — est une chose difficile, et je n'ai pas entendu beaucoup d'explications à ce sujet.

Enfin, il ne faut pas minimiser les coûts diplomatiques potentiels de cette situation. Un exemple de cela, je dirais, est la relation avec le Japon, dont nous avons déjà parlé.

La Chine est maintenant le plus grand rival géostratégique du Japon, avec une partie de la coercition que la Chine exerce sur le Japon. Le Japon est l'un de nos investisseurs les plus importants et les plus fiables au Canada, y compris en Ontario. Je ne pense pas que nous voulions minimiser ce potentiel et dire simplement que nous pouvons atténuer ce risque et le gérer. De plus en plus, les Japonais surveilleront des mesures comme celle-ci, et cela aura une incidence sur leurs flux d'investissement potentiels au Canada.

• (1615)

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Je vous remercie.

[Traduction]

**Scott Simon:** Je vais répondre en anglais.

La question des véhicules électriques est très importante. Il est important de souligner le fait que nous avons un choix à faire. Nous avons déjà une bonne relation avec les constructeurs automobiles du Japon. Nous devrions renforcer nos relations avec le Japon, qui est un allié démocratique, et nous devons avoir de bonnes et solides chaînes de sécurité avec lui.

J'aimerais soulever un autre point, à savoir la question des droits de la personne, car on ne sait pas exactement à quel point la chaîne d'approvisionnement de ces véhicules électriques est propre. Il se peut qu'il y ait du travail forcé, que certains Ouïghours soumis à des régimes de travail forcé participent à cette chaîne d'approvisionnement. Je pense que nous devons garder nos distances très clairement quant à cette simple possibilité. C'est ma principale préoccupation.

**Vina Nadjibulla:** Merci beaucoup, monsieur le président.

J'ai un petit point à ajouter, qui va dans le même sens que celui de mon collègue.

Je m'inquiète moins des 47 000 véhicules électriques qui pourraient arriver au Canada la première année. Je suis bien plus préoccupée par les autres propositions visant à implanter la production chinoise au Canada, ainsi que par le rôle de la Chine dans la chaîne d'approvisionnement des batteries et même, plus généralement, dans l'électrification. Je pense que cela fait partie d'un débat qui doit aller au-delà de cet accord préliminaire et provisoire.

On a beaucoup parlé des 47 000 véhicules électriques par rapport au canola. Pour moi, ce n'est qu'une question mineure par rapport à ce qui est désormais potentiellement en jeu: l'attention que nous devons porter à la manière dont nos politiques économiques à l'égard de la Chine s'intégreront dans notre stratégie et nos politiques industrielles globales, le type d'économie que le Canada souhaite avoir dans 10 ou 15 ans et la question de savoir si nous voulons vraiment avoir un secteur manufacturier.

Merci.

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Je vous remercie.

Monsieur Simon, vous avez soulevé un point important, parce qu'une étude de l'Université de Sheffield démontre clairement que, dans les chaînes d'approvisionnement nécessaires à la conception de ces véhicules, il y a du travail forcé qui implique des gens provenant principalement de la région ouïghoure, donc du Turkestan oriental.

Vous avez parlé de l'accord que le Canada a presque signé avec Taïwan, qui est un allié démocratique, fiable, et doté de chaînes d'approvisionnement exemptes de travail forcé. Les représentants du ministère des Affaires étrangères m'ont répondu par un long silence lorsque je leur ai demandé si la seule raison pour laquelle on n'a toujours pas signé cet accord, c'est pour ne pas froisser Beijing. Ils ne m'ont pas répondu. Je pense que le silence était assourdissant.

J'aimerais que vous disiez au Comité à quel point la signature d'une entente avec Taïwan enverrait un message clair. De plus, on ne serait pas les premiers à le faire, car je pense que le Royaume-Uni a déjà une entente de ce type avec Taïwan.

**Scott Simon:** Je pense que vous avez souligné plusieurs points très importants.

Je suis tout à fait d'accord avec vous: le silence parle très fort ici. Il est crucial que le gouvernement signe cet accord très bientôt. On ne peut pas attendre. C'est très important pour le Canada.

[Traduction]

**Le président:** Merci.

Monsieur Aboultaif, c'est à vous. Vous disposez de cinq minutes.

**Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC):** Merci.

Je remercie les témoins d'avoir comparu ici aujourd'hui.

Si j'ai bien compris, vous avez tous parlé d'adopter une approche stratégique plutôt que tactique, et nous devons aborder nos relations avec la Chine en gardant les yeux grand ouverts. Après la visite du premier ministre et l'annonce du renforcement des liens économiques avec la Chine, notamment l'arrivée de 47 000 véhicules électriques au Canada et d'autres détails que nous ignorons, pensez-vous que nous abordons cette relation avec les yeux grand ouverts?

**Vina Nadjibulla:** Je peux commencer.

Je pense que le discours est juste en ce qui concerne le fait d'avoir les yeux grand ouverts et de disposer de divers garde-fous. La question portera sur la mise en œuvre et le type de travail en cours pour s'assurer que ces garde-fous existent et que nous disposons de la capacité et des ressources nécessaires pour les établir.

Certains des premiers signes ne sont pas encourageants. Nous avons parlé de Taïwan et de ce qui est arrivé aux deux députés libéraux qui ont été rappelés. Nous avons parlé de l'accord commercial avec Taïwan qui est toujours en vigueur. Nous avons parlé de la question du travail forcé et de la manière dont elle a été gérée en ce qui concerne la Chine.

Je pense que nous devons veiller à ne pas transformer un engagement pragmatique ou sélectif en une acceptation quasi totale de tout ce que Pékin propose. Si la marque du succès est d'entretenir une relation sans friction, que nous essayons essentiellement de gérer discrètement, alors nous nous aventurerons en terrain dangereux,

car les limites ne cesseront de se déplacer. Nous risquons de compromettre nos intérêts et nos valeurs à long terme au profit d'un gain économique potentiel à court terme.

• (1620)

**Ziad Aboultaif:** Monsieur Simon, j'aimerais que vous donniez votre avis sur ce point, s'il vous plaît.

**Scott Simon:** Oui, j'aimerais ajouter quelque chose à ce sujet, car je pense qu'un événement va se produire très bientôt qui nous indiquera la direction que prend ce gouvernement. Il s'agit du fait que le NCSM *Charlottetown* vient de quitter le Vietnam, et ces dernières années, lorsqu'il quittait ces exercices dans le Sud, il remontait par le détroit de Taïwan. Je pense que nous devons surveiller de près la route que prendra le *Charlottetown* au cours des deux prochaines semaines. Si nous constatons un passage par le détroit de Taïwan, c'est un bon signe que les garde-fous sont en place et que le gouvernement garde les yeux ouverts, mais s'il fait un détour par l'autre côté de Taïwan ou traverse les eaux japonaises pour se rendre en Corée, cela nous indiquerait que le Canada tente d'apaiser la Chine, ce qui serait très dangereux.

**Ziad Aboultaif:** Monsieur Berkshire Miller, souhaitez-vous faire un commentaire?

**Jonathan Berkshire Miller:** Je serai très bref.

Je suis d'accord avec mes collègues, et je dirais que nous devons cesser de parler de façon énigmatique comme nous le faisons parfois. Un exemple de cela est de souhaiter que le statu quo ne change pas. La réalité est que le statu quo a changé, et qu'il change à chaque minute, à chaque heure, que ce soit dans le détroit de Taïwan, en mer de Chine méridionale ou en mer de Chine orientale.

En ce qui concerne la clarté du langage et la cohérence, les Chinois parleront toujours de « diplomatie du mégaphone », mais nous ne pouvons pas prétendre mener une diplomatie discrète et ne pas aborder ces questions. Je pense que nous devons être clairs et cohérents dans notre politique. Cela ne signifie pas que nous soyons perturbateurs ou que nous n'ayons pas de relations bilatérales avec la Chine, mais je pense que nous devons être très clairs à ce sujet. Nous ne pouvons pas censurer nos opinions lorsque nous constatons des activités qui ont été assez déstabilisantes, en particulier dans le domaine maritime.

**Ziad Aboultaif:** La sécurité passe avant l'économie. Je suppose qu'il n'y a pas d'économie sans sécurité. Nous en avons vu des exemples à de nombreux endroits au cours des dernières décennies et récemment, et nous savons que les problèmes de sécurité causés par la Chine ne se limitent pas à l'extérieur du Canada et à la région indo-pacifique. Ils touchent également le Canada. Nous avons toujours des postes de police qui exercent leurs activités au Canada, et cela inquiète vraiment les communautés de Canadiens d'origine chinoise.

Que répondez-vous au gouvernement au sujet des postes de police? Nous avons déjà posé la question par le passé. J'ai moi-même interpellé la ministre à ce sujet, et j'aimerais connaître votre point de vue là-dessus.

**Vina Nadjibulla:** Je commencerai par souligner qu'il serait important de veiller à ce que la question de l'ingérence étrangère reste au premier plan.

En 2023-2024, grâce à l'enquête publique sur l'ingérence étrangère, nous avons bénéficié d'une grande attention et d'une bonne compréhension de ce qui se passait. Au cours de l'année écoulée, en raison de tout ce qui s'est passé par ailleurs, cette question a été reléguée au second plan. Nous ne pouvons pas nous le permettre, car les acteurs impliqués dans l'ingérence étrangère sur le sol canadien — qu'il s'agisse de la Russie, de la Chine, de l'Inde, de l'Iran ou d'autres pays — ne baissent pas la garde.

Nous ne pouvons pas non plus nous le permettre. Nous devons aller de l'avant dans la mise en œuvre de toutes les recommandations existantes. Nous comprenons bien cette question, et nous devons aller de l'avant avec la mise en œuvre des solutions. Nous ne pouvons pas nous permettre de la mettre en veilleuse sous prétexte que d'autres questions sont désormais plus importantes. Nous devons mener plusieurs actions en parallèle, et il s'agit là d'une question qui touche fondamentalement non seulement nos institutions démocratiques, mais aussi la sécurité des Canadiens sur le sol canadien.

**Ziad Aboultaif:** Merci. Mon temps de parole est écoulé.

**Le président:** Merci beaucoup.

Nous passons maintenant à M. Clark. Vous disposez de cinq minutes.

**Braedon Clark (Sackville—Bedford—Preston, Lib.):** Merci beaucoup, monsieur le président. Merci à nos témoins de leur expertise et témoignage cet après-midi.

Madame Nadjibulla, ce qui ressort de l'ensemble de votre témoignage aujourd'hui, c'est la tension ou l'équilibre qu'il faut trouver entre les enjeux économiques et les enjeux de sécurité et de géopolitique. Le problème du Canada en tant que puissance moyenne, si je peux m'exprimer ainsi, est que nous ne disposons pas nécessairement toujours de la puissance économique ou militaire nécessaire pour dicter nos conditions, en particulier dans une région aussi vaste que l'Indo-Pacifique.

Au regard du bilan de 2022, que devons-nous examiner aujourd'hui? Y a-t-il, selon vous, des domaines dans lesquels nous devons réajuster notre approche pour trouver cet équilibre délicat?

**Vina Nadjibulla:** Merci beaucoup de la question.

Dans ma déclaration et les recommandations que j'ai formulées, je souligne qu'il y a beaucoup de choses que le Canada peut faire, y compris en ce qui concerne l'énergie. Nous sommes une puissance moyenne, mais dans les faits, nous sommes beaucoup plus. Nous sommes la sixième économie en importance. Nous pouvons certainement jouer dans la cour des grands et en faire plus dans la région.

Il y a l'énergie, mais aussi des choses comme l'intelligence artificielle, la quantique... Ce que j'essaie de dire, c'est que nous ne sommes pas aussi vulnérables que certains de nos partenaires. Le Japon, l'Australie et d'autres pays font beaucoup plus de commerce avec la Chine et sont beaucoup plus intégrés dans sa chaîne d'approvisionnement dans la région. Ils sont donc beaucoup plus exposés à la coercition.

Environ 5 % de nos exportations sont vers la Chine. Nous essayons d'en augmenter la proportion, mais nous devons reconnaître que nous ne sommes pas autant exposés à la coercition que le Japon, l'Australie et d'autres pays dans la région. Par conséquent, nous devons faire preuve d'une plus grande confiance, nous montrer sûrs de nous et comprendre nos forces, c'est-à-dire l'énergie,

tant conventionnelle que propre, ainsi que les technologies spécialisées.

La quantique est un domaine dans lequel nous pouvons assurément prendre les devants en ce moment, et dans la région, on souhaite vraiment collaborer avec nous, pour ce qui est de l'intelligence artificielle, des minéraux critiques... Mon point, c'est qu'il s'agit effectivement d'une période difficile pendant laquelle nous devons faire de nombreuses choses en même temps, mais nous devrions aussi vraiment nous concentrer sur nos forces et veiller à ce que nos amis soient à nos côtés.

La discussion ne devrait pas uniquement porter sur la Chine. C'est un acteur important, mais nous devrions en faire beaucoup plus avec le Japon et l'Australie. Je suis ravie de dire que nous n'avons jamais eu autant d'échanges stratégiques avec l'Australie qu'au cours de la dernière année. Sur le plan stratégique, nous sommes peut-être des cousins, mais nous ne sommes pas encore des partenaires, et il faut que cela change sur-le-champ.

En somme, je dirais qu'il existe des tensions, mais le Canada est dans une bien meilleure position que ce que nous laissons entendre.

• (1625)

**Braedon Clark:** Monsieur Simon, monsieur Miller, si vous voulez aussi en parler brièvement, allez-y.

**Scott Simon:** Je serai très bref à ce sujet.

Le Japon est un partenaire très important parce qu'il se trouve très près. Il a beaucoup d'échanges commerciaux avec la Chine, mais les gens sont très conscients des risques. Nous devons vraiment renforcer notre relation avec le Japon. Compte tenu de tous les problèmes dont je viens de parler, je pense que ce serait une bonne idée de voir tout ce que nous pouvons faire avec ce pays.

Nous pourrions même avoir une alliance officielle, comme celle que nous avons il y a 100 ans, c'est-à-dire l'Alliance anglo-japonaise. Nous devons revenir à quelque chose de semblable, à une alliance qui comprend le Royaume-Uni, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

**Jonathan Berkshire Miller:** Je serai très bref moi aussi.

Bien entendu, le Japon est un partenaire important, mais j'attirerais l'attention sur les Philippines. Récemment, l'un des développements notables est la création du corridor de Luzon avec d'autres partenaires aux vues similaires. L'objectif est de créer et de définir des chaînes d'approvisionnement sûres pour les minéraux critiques, etc.

Il y a un certain nombre de partenaires avec qui nous pourrions travailler. L'idée n'est pas de remplacer les États-Unis avec un ou deux partenaires. Je pense que nous pouvons nous enlever cette notion de la tête. Il existe toutefois des moyens de diversifier nos échanges avec des partenaires aux vues similaires, mais je pense qu'il faut pour cela avoir deux ou trois de ces partenaires qui peuvent contribuer à nos chaînes d'approvisionnement.

**Braedon Clark:** Merci. Je voulais parler d'un autre pays dont il n'a pas encore été question au cours de la réunion: l'Inde.

Madame Nadjibulla, je ne sais pas si c'est dans votre mémoire, mais vous avez parlé de réalisations manifestes à propos de l'Inde. Je pense que c'est un changement considérable compte tenu de la situation dans laquelle nous étions en 2022. Je ne vais pas en dire plus à ce sujet.

Dans le temps qu'il nous reste, soit environ une minute, pouvez-vous tous nous donner votre point de vue sur le statut de cette relation et sur son rôle par rapport à la situation d'ensemble dans la région?

**Vina Nadjibulla:** Nous voyons qu'on repart fondamentalement à zéro dans cette relation. C'est une bonne nouvelle, car nous pourrions servir ainsi les intérêts du Canada. C'est une relation qui nécessitera encore beaucoup d'attention. L'accord de partenariat économique global que nous négocions nous procurera un très bon cadre pour collaborer avec l'Inde.

Nous devons être réalistes en ce qui a trait à la quantité de travail que nous devons encore faire pour mieux procéder par rapport à l'Inde. Essentiellement, repensez à où nous en étions il y a 15 ans avec la Chine. C'est là que nous en sommes avec l'Inde en ce qui concerne notre compréhension de l'importance du pays dans la région, son essor à l'échelle mondiale et notre propre capacité à collaborer. C'est une relation qui comporte beaucoup de complémentarité d'un point de vue économique. C'est sous-utilisé. Je pense que l'accord de partenariat économique mondial nous donnera le cadre nécessaire pour collaborer. Nous devons en faire beaucoup plus ici au pays relativement à notre façon de procéder par rapport à l'Inde, ainsi que pour régler des problèmes difficiles concernant l'ingérence étrangère et l'application de la loi.

**Le président:** Merci beaucoup.

Nous avons maintenant M. Brunelle-Duceppe pour deux minutes et demie.

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Monsieur Simon, on a beaucoup parlé des États-nations, mais on n'a pas beaucoup parlé des peuples autochtones. J'aimerais que vous nous disiez s'il est possible pour le Canada d'en faire plus vis-à-vis des défis des peuples autochtones dans le cadre de cette stratégie indo-pacifique.

**Scott Simon:** Je pense que vous savez que c'est quelque chose qui m'intéresse beaucoup. Les peuples autochtones ont déjà une place importante dans la stratégie, et je pense que ça devrait rester ainsi. Je suis très content de vous dire qu'il y a toujours des échanges entre les peuples autochtones de Taïwan, du Japon, des Philippines et du Canada, justement grâce à cette stratégie indo-pacifique. Je contribue à ça, car je suis impliqué dans les échanges entre les Autochtones des deux côtés.

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Aujourd'hui, j'ai rencontré des gens qui représentent les Rohingyas. On nous dit présentement qu'il y a énormément de traite des personnes. Des gens, soit des filles et des femmes, sont présentement carrément envoyés dans des bordels. Il y a aussi des filles, des hommes et des garçons qui sont présentement dans le secteur de la pêche.

Dans la stratégie indo-pacifique, à quel point se rend-on compte qu'à plusieurs endroits sur ce continent des produits des chaînes d'approvisionnement sont issus du travail forcé? À quel point la législation canadienne est-elle présentement insuffisante en ce qui a trait au travail forcé?

Madame Nadjibulla, vous pourriez commencer.

• (1630)

[Traduction]

**Vina Nadjibulla:** Dans le cadre de la stratégie pour l'Indo-Pacifique, nous en faisons plus dans la région en collaboration avec les forces de l'ordre, y compris par rapport aux questions que vous

avez soulevées, surtout en Asie du Sud-Est pour ce qui est du Myanmar et d'autres régions. Cela fait partie de l'examen de la stratégie. Il faudra tenir compte de la façon dont la stratégie sera organisée — ses différents piliers — et de l'endroit où les problèmes surviendront, car divers ministères ont des partenariats en matière d'application de la loi, mais il y a également le volet développement dans le soutien offert à ces communautés. L'aide humanitaire faisait également partie de la stratégie, et le gouvernement devra décider quel sera le type de priorités à la prochaine étape.

Je peux dire qu'à la première étape de la stratégie pour l'Indo-Pacifique, des programmes portaient sur ces questions, y compris en Asie du Sud-Est.

[Français]

**Alexis Brunelle-Duceppe:** Dans sa stratégie indo-pacifique, le Canada ne devrait-il pas intégrer une loi beaucoup plus musclée en ce qui a trait à l'entrée sur le territoire canadien des produits issus du travail forcé? Une législation nationale ne devrait-elle pas faire partie de la stratégie indo-pacifique?

[Traduction]

**Vina Nadjibulla:** Si je comprends bien, vous demandez quelle sorte de dispositions nous aurons pour prévenir la traite des personnes au Canada, comment la loi sera appliquée à cet égard. Il revient au gouvernement de décider. Ce que je conseillerais, c'est de ne pas recourir à la stratégie pour l'Indo-Pacifique, mais de plutôt procéder dans le cadre d'une compréhension globale de la façon dont la stratégie est liée à la politique étrangère et aux priorités nationales.

**Le président:** Merci.

Nous avons ensuite M. Michael Chong pour cinq minutes.

**L'hon. Michael Chong:** Nous parlons de l'Indo-Pacifique et de l'approche du gouvernement par rapport à cette région. Le ministre des Affaires étrangères de la République populaire de Chine sera en ville cette semaine. Selon vous, quelles questions le gouvernement devrait-il aborder pendant la réunion bilatérale entre le ministre des Affaires étrangères et son homologue chinois?

J'aimerais que vous répondiez tous les deux, s'il vous plaît.

**Jonathan Berkshire Miller:** Pour revenir à mon point sur la cohérence, pensez à certains des intérêts sur lesquels nous avons attiré l'attention dans la région indo-pacifique. Nous avons parlé d'une partie du soutien que vous offrez à des démocraties aux vues similaires — par exemple, pour la décision arbitrale dans la mer de Chine méridionale — et de certaines de nos activités dans la région, comme les collègues l'ont mentionné.

Je ne dis pas que nous devons soumettre directement ces questions au ministre des Affaires étrangères lorsqu'il sera ici, mais je pense sans l'ombre d'un doute que nous ne devons pas faire marche arrière dans ces dossiers. C'est un élément important. Nous ne devons pas nous montrer faibles et laisser les Chinois décider de l'ordre du jour.

Le deuxième point que je soulèverais — et je pense que nous sommes nombreux à nous rappeler, notoirement ou tristement, ce qui s'est produit la dernière fois que le ministre des Affaires étrangères est venu —, c'est que nous ne pouvons pas laisser ce genre de choses se produire dans notre démocratie. Il a peut-être retenu la leçon, mais c'est un exemple de chose que j'espère ne pas voir.

**L'hon. Michael Chong:** Faites-vous allusion à la fois où il a réprimandé une journaliste canadienne?

**Jonathan Berkshire Miller:** Oui, exactement.

**Vina Nadjibulla:** Ce que je comprends par rapport à cette visite, monsieur le président, c'est qu'elle vise à bâtir la confiance et à approfondir le nouveau partenariat stratégique. Ce qui sera important, surtout dans la manière dont le gouvernement du Canada en parle publiquement, c'est de ne pas tomber dans le piège du discours de la Chine, de la République populaire de Chine. Nous devons rester forts et clairs à propos de ce que le Canada souhaite accomplir grâce à ce nouveau partenariat stratégique, à propos de ce qu'il comprend et ne comprend pas. Je pense que l'atmosphère et l'ambiance que la République populaire de Chine aimerait projeter, c'est que nous avons complètement tourné la page et qu'absolument rien ne pose problème, qu'il n'y a pas de tensions ni de désaccords et que nous sommes sur la même longueur d'onde. Je ne pense pas que c'est exact.

Le défi pour notre gouvernement, selon moi, sera de promouvoir les intérêts que le Canada souhaite promouvoir tout en maintenant également une clarté stratégique par rapport aux limites et aux garde-fous que nous avons. Il ne faut pas tomber dans le piège des paradigmes et du discours que la Chine présentera.

**Scott Simon:** Il y a manifestement une différence entre un partenariat stratégique et un partenariat stratégique global. J'espère que la réunion se déroulera bien et qu'elle sera cordiale de part et d'autre, mais il est important pour le Canada — peut-être pas pendant la réunion, mais après — d'indiquer clairement à la population canadienne que nous voulons une relation paisible et durable avec la République populaire de Chine, mais que nous sommes conscients de problèmes persistants, y compris son comportement agressif envers des pays voisins et des atteintes aux droits de la personne. Ce sont des questions que nous ne pouvons pas aborder, de manière réaliste, avec le ministre des Affaires étrangères, mais il faut en parler à la population canadienne.

• (1635)

**L'hon. Michael Chong:** Merci, monsieur le président.

**Le président:** Nous passons maintenant à Mme Anita Vandenberg.

Je crois comprendre que vous allez partager votre temps avec M. Sari.

**Anita Vandenberg (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.):** Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci à tous nos témoins.

J'ai une brève question pour vous, madame Nadjibulla. Vous avez dit qu'il y avait des universités et que ce genre de diplomatie culturelle universitaire est très utile. Une femme de ma circonscription, Varavadi Monaghan, a traduit la série *Anne... La maison aux pignons verts* en thaï. Grâce à ses efforts, des universités thaïlandaises s'en servent maintenant dans leur programme de littérature du monde.

Pouvez-vous nous dire pourquoi il serait important pour nous d'appuyer ce genre d'efforts?

**Vina Nadjibulla:** C'est une excellente question, et elle me permet de mentionner qu'il y a de nombreux exemples semblables. Nos universités et le fait que beaucoup de personnes sont venues étudier au Canada... C'est un formidable atout pour le pouvoir de convaincre du Canada dans la région. Nous devons multiplier les efforts pour bien nous en servir et agir de manière beaucoup plus stratégique à cet égard.

Dans une grande partie de la discussion, on a mis l'accent sur les étudiants étrangers. Ce n'est qu'un élément de l'équation. La région est très dynamique, et nous pouvons en faire beaucoup plus au moyen de partenariats de recherche. L'Inde fait partie de ces régions, mais il y a aussi l'Asie du Sud-Est. Je pense qu'il faut déployer des efforts beaucoup plus concertés pour avoir avec le Canada une discussion publique sur l'importance des universités et du secteur des services, sur les partenariats dynamiques qui existent actuellement pour nous dans la région et sur l'atout formidable que nous avons grâce à ce réseau de diplômés qui ont étudié au Canada et qui occupent maintenant partout dans la région des postes d'influence, y compris dans le monde des affaires.

Nous pourrions ainsi renforcer les liens interpersonnels et faire progresser les intérêts commerciaux. Nous pouvons également en faire beaucoup en utilisant ce réseau pour attirer les investissements et les occasions d'affaires.

Merci.

[Français]

**Le président:** Monsieur Sari, vous avez la parole.

**Abdelhaq Sari (Bourassa, Lib.):** J'abonderai dans le même sens dans ma question, monsieur le président.

Ma collègue a parlé de diplomatie universitaire. Je trouve ça très pertinent et nous pourrions vraiment la renforcer.

Je pourrais aussi parler de diplomatie diasporique, parce que vous avez parlé des gens qui viennent s'installer ici. Pourriez-vous nous donner des conseils à savoir comment travailler avec la diaspora installée ici, afin de renforcer cette connaissance, cette collaboration et les liens avec la région indo-pacifique?

[Traduction]

**Vina Nadjibulla:** Vous avez parfaitement raison. Nous avons une ressource extraordinaire. Lorsque je parle de notre aptitude par rapport à l'Asie, les capacités culturelles et linguistiques sont un élément clé. Nous avons une diaspora riche — à titre d'exemple, la communauté philippine canadienne compte un million de personnes — qui peut jouer un rôle actif alors que nous approfondissons les relations.

Il arrive souvent que les membres de la diaspora fassent aussi partie des chambres de commerce et des associations commerciales, et ils comptent parmi les premières personnes à entrer dans de nouveaux marchés. Par exemple, nous venons tout juste de signer un accord de partenariat économique global avec l'Indonésie, et nous espérons que la Chambre de commerce et les Canadiens d'origine indonésienne participent également à cet effort.

J'aimerais également mentionner que l'approche doit être pancanadienne. De toute évidence, nous devons tirer parti des talents de notre diaspora, mais la politique étrangère ne peut pas se limiter à cela. Nous devons veiller à ce que nos universités et les Canadiens se rendent beaucoup plus souvent dans la région et à ce qu'ils profitent des bourses offertes dans le cadre de la stratégie pour l'Indo-Pacifique. Cela devient un effort déployé par l'ensemble du pays, par toute la société.

[Français]

**Abdelhaq Sari:** Je pense que les personnes qui suivent nos travaux trouvent qu'il y a quand même un certain défi dans la région indo-pacifique, où les pays ont à choisir entre la Chine ou bien les États-Unis. Nous pouvons comprendre cette polarisation de cette manière, mais les personnes qui suivent nos travaux se demandent quel serait le choix ou lequel de ces deux pays est le plus important.

Comment le Canada peut-il se positionner comme acteur quand même assez important, comme partie prenante qui devrait être prise en considération, qui ferait preuve d'une certaine neutralité et qui pourrait avoir une position assez solide?

N'importe qui peut répondre à la question.

[Traduction]

**Vina Nadjibulla:** Si vous voulez intervenir, c'est avec plaisir que...

[Français]

**Scott Simon:** Je vais répondre.

En fait, il est très dangereux de tenir ce discours suggérant une compétition entre les États-Unis et la Chine, parce qu'il y a beaucoup d'autres acteurs dans le monde, y compris le Canada, le Japon et d'autres.

Je pense qu'il est plutôt question de choisir entre deux sociétés, dont une est ouverte et fait preuve de respect pour les droits de la

personne, les droits internationaux, les valeurs internationales et universelles qui s'inscrivent dans cet esprit. Nous avons besoin d'appuyer des partenaires qui partagent les mêmes valeurs que nous, comme le Japon ou Taïwan, entre autres. Il n'y a pas que la Chine et les États-Unis. Il y a aussi les Philippines et d'autres pays.

● (1640)

**Abdelhaq Sari:** Si je comprends bien, il s'agirait d'une coalition ou d'un groupe.

**Scott Simon:** Oui, il s'agirait d'un groupe. Cependant, ce ne serait pas une alliance avec les États-Unis, mais plutôt un soutien pour les valeurs démocratiques et les droits de la personne partout, ce qui inclut aussi la Chine éventuellement. Ça n'exclut donc personne.

[Traduction]

**Le président:** Merci beaucoup.

Merci à tous les témoins de leur comparution devant le Comité aujourd'hui, de la souplesse dont ils ont fait preuve et de leur aide pour rendre possible cette discussion. Nous en sommes très reconnaissants. Encore une fois, merci beaucoup.

Nous allons maintenant poursuivre à huis clos pour la deuxième partie de la réunion. La séance est suspendue.

[La séance se poursuit à huis clos.]

---







Publié en conformité de l'autorité  
du Président de la Chambre des communes

---

### PERMISSION DU PRÉSIDENT

---

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

---

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :  
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of  
the House of Commons

---

### SPEAKER'S PERMISSION

---

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

---

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>